

*Initiatives ministérielles*

Je trouve cela étrange, au sortir d'une récession, où il y a beaucoup de Canadiens et Canadiennes d'un bout à l'autre du pays qui ont été durement affectés non seulement par la récession, mais par les changements et les vents de changements qui affectent notre économie, non seulement l'économie canadienne mais celle de tout le monde. Ce gouvernement-ci depuis 1984, lors des deux derniers mandats, a essayé de restructurer de façon fondamentale certains aspects de notre structure économique. La dernière récession, on s'en est sorti heureusement dans des conditions qui ne peuvent être comparées à celles de 1982.

Au sortir de cette récession, avec une reprise qui est lente mais quand même marquée dans le secteur manufacturier, on dit souvent que les éléments fondamentaux de l'économie doivent être en place, et ils le sont. On connaît des taux d'intérêt qui sont bas; on a jugulé l'inflation à un taux très minime, et le résultat en est que le climat économique est propice aux investissements.

Pourtant, chaque jour dans cette Chambre, je vois des députés du Nouveau Parti démocratique se lever et poser des questions au gouvernement sur la façon dont on peut le mieux agir. Au moins, on peut dire que les Libéraux sont cohérents et consistants parce que longtemps ont-ils argumenté qu'il devrait y avoir des investissements majeurs dans des projets d'infrastructures pour créer des emplois mais aussi créer de la nouvelle richesse. À une époque où tout le Canada atlantique parvient à se donner des moyens afin de mieux établir sa position en tant que producteur et en tant que participant à toute la société canadienne au point de vue économique, il se trouve des gens qui s'y opposent pour des motifs qui leur sont propres. Et parmi les raisons invoquées, que l'on parle d'environnement ou du nombre d'emplois que les traversiers fournissent, c'est comme s'il fallait comme gouvernement ne s'attacher qu'au passé, et de ce fait résister aux besoins, résister aux solutions qui peuvent aider notre pays, qui peuvent aider nos provinces, nos régions à améliorer le sort économique de nos concitoyens.

Autant du côté du Parti libéral que du côté du gouvernement, le Parti progressiste-conservateur, il n'y a personne qui va argumenter que ce projet-là est sciemment avancé dans le but de déranger ou de détruire l'environnement, ou même le mode de vie de nos pêcheurs.

• (1200)

J'ai moi-même été ministre des Pêches et des Océans et je connais les pêcheurs de la région maritime en question. Loin de nous l'idée d'essayer d'imposer ou de faire quelque chose qui pourrait détruire cet environnement-là.

Les gens de l'autre côté qui s'opposent à ce projet-là sont les premiers à monter sur des plates-formes pour crier qu'ils sont en faveur du développement durable.

Mais le développement durable ne veut pas dire qu'il faut arrêter tout investissement, tout développement en infrastructure qui peut avoir des incidences sur l'environnement. Ce qu'il est important de faire, c'est de contrôler ces incidences-là afin de protéger, non seulement la qualité de vie de nos concitoyens, mais également favoriser le développement économique. Dans ce cas-ci, d'aucuns prédisent que la construction d'un pont entre l'Île-du-Prince-Édouard et le reste du pays stimulerait de façon marquée l'économie, non seulement du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse, donc des Maritimes en général, mais de tout le Canada atlantique et cela a été clairement confirmé par les personnes qui ont témoigné devant le Comité législatif.

Bien sûr, on peut retenir l'argument de ceux qui s'y opposent seulement, mais le vice-président de l'Université St. Mary's, quelqu'un du renom et de la qualité de Colin Dodds, lors l'occasion des séances du comité, a témoigné et a confirmé ce que plusieurs économistes ont conclu, à savoir, et je le cite: «La construction d'un raccordement fixe entraînerait une cascade de retombées économiques qui permettraient de restructurer l'économie et de diversifier sensiblement les investissements. Non seulement bénéficions-nous de cet investissement de base, mais nous pouvons aussi compter sur une gamme d'investissements connexes.»

Ce projet-là représente la solution idéale et agit comme catalyseur pour renouveler l'économie des provinces de l'Atlantique. On dit tous qu'il faut que les gens reprennent confiance dans l'économie. Tout ce qui est fondamentalement important est en place.

On me dit que l'économie doit reprendre. Eh bien, qu'est-ce qui incitera le secteur privé et qu'est-ce qui l'incitera à devenir un partenaire des deux ordres de gouvernement pour réaliser ce projet-là, sinon le climat économique qui prévaut à l'heure actuelle? Ces financiers-là qui appuieront le projet du secteur privé, s'ils réussissent à le faire, ce sera à cause justement des taux d'intérêt qui sont abordables et du taux d'inflation qui est raisonnable. Il faut que les gens sachent, comprennent et réalisent qu'effectivement, il y a des investissements qui prennent place et qui créent de l'emploi.

On sait tous que ce projet-là, je l'ai dit tout à l'heure, représente une situation idéale et cela agit comme catalyseur pour renouveler l'économie des provinces de l'Atlantique.

Au cours des réunions du comité, plusieurs témoins s'y sont présentés. S'il faut croire nos amis les Socialistes, qu'il s'agisse de Joe Ghiz ou de M<sup>me</sup> Callbeck, la nouvelle première ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, ou même de Frank McKenna ou de toutes les personnes qui appuient ce projet-là, eh bien, tous ces gens-là sont dans l'erreur. Tous ces gens-là, selon nos amis les Socialistes,